

Reportage

A Liévin, on a la nostalgie d'un avenir

Dans la ville ouvrière du Pas-de-Calais, on vote à gauche aux municipales et Le Pen aux scrutins nationaux. Le Parti socialiste a suscité d'immenses déceptions.



PHOTOS : É. FLOGNY POUR L'EXPRESS

Laurent Duporge, maire de la ville, veut rester optimiste. Christian Vallez, président de l'association Les Gueules noires, honore fidèlement son passé.

Devant la stèle dressée en hommage aux mineurs, les souvenirs du 10 mai 1981 affluent. « A Liévin, les gens étaient fous ! C'était une fête exceptionnelle dans la cité minière. On aurait dit la Coupe du monde de foot ! » se remémore Véronique. A 57 ans, celle qui est la fille de l'un des 42 mineurs morts dans le coup de grisou du 27 décembre 1974 se dit « socialiste de cœur » tout en brocardant le « bouffon » François Hollande. Mitterrandolâtre assumée, l'assistante familiale concède que « les socialistes ont sûrement déçu ». Avant d'ajouter : « J'entends une majorité de gens dire : "On va voter Le Pen." » A l'ombre des plus hauts terrils d'Europe, Liévin a opté pour une drôle de cohabitation : au RN les scrutins généraux (48 % aux dernières européennes), au PS la gestion des exécutifs locaux. Réélu avec 73 % des voix dès le premier tour, le maire socialiste Laurent Duporge fustige son propre camp : « Le PS n'est clairement plus le parti des classes populaires. Il ne répond plus à leurs espoirs et aspirations. Moi, je suis pragmatique. C'est pour ça que des électeurs RN votent pour moi. »

Les plus amers des 31 000 Liévinois ressassent deux chiffres : 17 % de chômage et 30 % de pauvreté. Il n'y a qu'à observer le centre-ville pour prendre la mesure du

choc culturel subi depuis la fermeture des houillères du Nord-Pas-de-Calais, fin 1990. Des maisons de mineurs en brique de l'entre-deux-guerres voisinent avec les enseignes criardes de Carrefour, Quick ou McDonald's, comme si la voiture de *Retour vers le futur* avait calé entre deux âges. Au faîte de sa gloire, la mine prenait en charge tous les pans de la vie – logement, école, médecin, vacances, et même les séances de cinéma. « Le logement gratuit, c'était la contrepartie de la petite paie. On vivait sous la coupe des mines. A cette époque-là, je n'ai été chômeur qu'un mois. J'ai essayé l'usine en filature, la soudure, le bâtiment... Mais maintenant, les jeunes, qu'est-ce qu'ils ont ? » soupire Christian Vallez, 73 ans, président de l'association des Gueules noires de Liévin. Ce policier retraité a vu son père mourir de la silicose à 63 ans après des années alité avec sa bouteille d'oxygène. Sans méconnaître la dureté du métier ni ses cadences exténuantes, il éprouve la nostalgie de ce monde englouti. Son ami André Verez explique ce sentiment par la solidarité qui régnait dans les corons. « On formait une grande communauté très soudée. Les gens s'entraidaient et les immigrés polonais, italiens puis marocains s'intégraient beaucoup plus facilement par le travail. »

A la tête de l'Association des familles des victimes du 27 décembre 1974, ce fils d'un rescapé de la catastrophe entretient la mémoire de ces 42 vies, immortalisées sur les vitraux de l'église Saint-Amé. La tragédie, digne d'un *Germinal* sous Giscard, a précipité la fermeture des fosses. L'Etat providence dut alors rapidement sortir le chéquier avant que les mairies socialistes ne reprennent le flambeau du paternalisme. Et de l'assistantat à la corruption, il n'y a parfois qu'un pas, que l'ancien maire Jean-Pierre Kucheida (1981-2013) avait franchi allègrement. « C'était "Si tu veux un logement, prends ta carte au PS !" » témoigne une ex-employée d'un bailleur social. Kucheida, condamné pour abus de biens sociaux, garde encore une forte popularité. Rien d'étonnant à l'heure où les ressources à redistribuer s'amenuisent.

Bien mieux que quiconque, les jeunes Liévinois savent l'ampleur du marasme. Parmi eux, un petit-fils de mineur incarne la supposée droitisation des classes populaires : Guillaume Kaznowski, gendarme de 32 ans. Ce fils d'un petit assureur divorcé, ayant grandi « avec 800 euros par mois dans un T2 », est passé par l'UMP, le RN puis Les Patriotes de Florian Philippot. « Les socialistes d'ici me traitaient de fils de riche et de capitaliste ! » confie-t-il, avant d'asséner : « La gauche a trahi. Sous Hollande, elle gouvernait le pays, la

« Beaucoup sont persuadés que Marine Le Pen est native du bassin minier »

région, le département, la ville, mais elle n'a rien changé pour les gens. Bridgestone et d'autres usines du coin ferment. Je comprends les petits trafiquants d'herbe qui essaient de gagner 50 euros. » En rupture de ban avec les élus lepénistes qu'il juge opportunistes et incompétents, Kaznowski n'en reconnaît pas moins la popularité du RN chez les citoyens « en détresse, souvent jeunes » qui expriment un « vote de dépit ». Aussi étonnant que cela puisse paraître, « plein d'électeurs sont persuadés que Marine Le Pen est native du bassin minier » tant l'héritière frontiste s'est enracinée dans la région. Une question demeure : pourquoi la colère

► sociale ne profite-t-elle pas à La France insoumise ou au Parti communiste ? Des Patriotes à la CGT, les militants décrivent une majorité de Liévinois écœurés par le ralliement systématique au PS ou à LREM au nom de l'union de la gauche et du front républicain. Un sentiment partagé par Guillaume Kaznowski devenu ainsi le collaborateur du député José Evrard, transfuge communiste rallié au RN puis à Debout la France, qui martèle avoir « changé de parti mais pas d'idées ».

En 1994, François Mitterrand était encore fraternellement accueilli à Liévin par des banderoles « Bienvenue au président. Ici tu es chez toi. » Que s'est-il passé entre-temps ? « Au fond, Mitterrand avait sans doute le même rapport aux classes populaires que François Hollande. Mais cet homme, qui a poursuivi la désindustrialisation puis géré l'ultime fermeture des puits de mine, savait manier les symboles, des images valorisantes et entraîner dans un récit commun », décrypte l'historienne Marion Fontaine, auteure de *Fin d'un monde ouvrier. Liévin 1974* (éd. de l'EHESS). Incapable de s'adresser aux électeurs du RN, la gauche nationale française hésite entre la culpabilisation et le misérabilisme. « Consciemment ou non, elle en veut à cet électorat de s'être détourné d'elle, comme s'il l'avait trahie. En réalité, c'est la promesse que les enfants vivraient mieux que leurs parents qui n'a pas été tenue », indique l'universitaire.

Certes, la concurrence mondiale a eu pour raison des projets de tertiarisation ou de réindustrialisation du Pas-de-Calais, mais le maire de Liévin se veut optimiste : « Depuis quelques années, on renaît grâce à des plateformes logistiques qui offrent des centaines d'emplois peu qualifiés. Et je suis en train de créer un hôtel d'entreprises fondé sur la nouvelle économie. » En attendant, faute de pouvoir se projeter dans le futur, certains Liévinois s'enferment dans la nostalgie d'un passé ouvrier idéalisé. D'autres ont trouvé un exutoire : l'abstention ou le vote RN. « Certaines parties du bassin minier semblent enfermées dans un cercle vicieux : plus elles sont méprisées et traitées de racistes, plus elles se replient ; plus elles se replient, plus elles sont stigmatisées », analyse Marion Fontaine. S'il a déserté la gauche, l'électorat ch'ti, victime du chômage de masse, pourrait devenir le laboratoire de la dernière utopie progressiste : la société du revenu universel. *

DAOUD BOUGHEZALA

Europe

Les derniers bastions socialistes

Avec des approches différentes, la gauche a retrouvé le pouvoir au Danemark, au Portugal et en Espagne. Ailleurs, elle est en déclin... quand elle n'est pas hors-jeu.

Le 27 mai 1999, le Premier ministre français, Lionel Jospin, et ses homologues socialistes le Britannique Tony Blair et l'Allemand Gerhard Schröder s'affichent tout sourire lors d'une grandmesse politique au palais des sports de Paris. La social-démocratie triomphe. Elle est alors à la tête de 11 gouvernements sur les 15 que compte l'Union européenne. Aujourd'hui, la gauche ne dirige plus que 6 Etats membres sur 27. Et encore, sous des formes très bigarrées.

C'est en promettant d'être aussi fermes que la droite à l'égard des migrants que les sociaux-démocrates danois ont repris les rênes du pouvoir en 2019. « En 1980, 1 % des Danois étaient "non-occidentaux", contre 8 % aujourd'hui », a déclaré Mette Frederiksen, un an avant d'être nommée Première ministre, pour justifier un plafonnement de leur accueil. « Cette rhétorique peut paraître étonnante pour d'autres socialistes européens, concède l'ancien président du parti SD Mogens Lykketoft. Mais cela nous a permis de reprendre des votes de cols bleus à l'extrême droite. » Pour le reste, Frederiksen promeut des réformes de gauche, avec la réintroduction d'un dispositif de préretraite pour les carrières longues et pénibles, ainsi qu'une revalorisation des budgets de l'éducation et de la

santé. « Lorsque nous étions au pouvoir, entre 2011 et 2015, nous avons mené une politique de centre droit, contraints par nos alliés libéraux, ce qui a pu décevoir. Cette fois, ce n'est plus le cas », précise Mogens Lykketoft. A cela s'ajoute la gestion efficace de la crise sanitaire par l'actuelle dirigeante. Résultat : les sociaux-démocrates ont progressé dans les sondages. De bon augure pour les prochaines législatives, en 2023.

Malte mise à part – l'île aux 500 000 habitants dirigée par les travaillistes est un cas dont il est difficile de tirer des leçons –, les seules autres *success stories* socialistes du moment sont à chercher dans la péninsule Ibérique. Au Portugal, c'est à la faveur d'une alliance inédite avec l'extrême gauche que le Parti socialiste est revenu au pouvoir en 2015. Antonio Costa, le nouveau Premier ministre, a choisi de rompre avec le programme d'austérité imposé par la « troïka » (FMI, Commission et Banque centrale européennes) en augmentant les retraites et le salaire minimum. Mais il n'en oublie pas de redresser les comptes publics. Cette formule gagnante lui a valu d'être reconduit haut la main lors des élections de 2019. « A un moment où les partis sociaux-démocrates étaient considérés comme trop modérés ailleurs en Europe, il a renforcé le clivage gauche-droite »,

Une gauche continentale émietlée

Position politique des partis ou coalitions en Europe, en 2021

